

LA CIJ DÉNONCE LES SANCTIONS AMÉRICAINES

# L'Iran gagne contre les Etats-Unis

*L'Iran a gagné au plan juridique contre Washington concernant les sanctions américaines. La politique prônée par le président américain, hostile à Téhéran, restera la même. Le président américain est réputé pour le peu de respect qu'il accorde à la justice universelle.*



WASHINGTON est dénoncé par la justice pour les sanctions instaurées contre l'Iran. La CIJ de La Haye a enjoint hier aux Etats-Unis de mettre fin aux sanctions contre l'Iran, visant des biens «à des fins humanitaires», après une bataille judiciaire menée par Téhéran depuis juin. La Cour internationale de justice, CIJ, a imposé hier aux Etats-Unis de restreindre les sanctions sur l'Iran décidées par le président américain, après leur retrait en mai 2018 de l'Accord sur le nucléaire iranien, satisfaisant ainsi certaines doléances de Téhéran qui avait porté plainte en juin. «La Cour indique, à l'unanimité, que les Etats-Unis doivent, par les moyens de leur choix, supprimer toute entrave que les mesures annoncées le 8 mai 2018 mettent à la libre exportation vers l'Iran», a dit Abdulqawi Ahmed Yusuf, juge président de la Cour basée à La Haye. L'ordonnance de la CIJ, plus haute instance judiciaire des Nations unies, évoque également «les pièces détachées nécessaires à la sécurité de l'aviation civile». Les sanctions américaines contre l'Iran sont qualifiées d'inhumaines par la CIJ. Accusant les Etats-Unis d'«étrangler» son économie, l'Iran a entamé une

bataille judiciaire devant la CIJ après la réimposition par Donald Trump de sanctions unilatérales sévères contre Téhéran, qui avaient été suspendues à la faveur de l'accord international sur le nucléaire iranien. La République islamique avait choisi de porter plainte contre Washington en juin 2018, arguant que les Etats-Unis avaient violé le traité d'amitié et de relations économiques signé avec le pays en 1955. Dans sa requête à la CIJ, Téhéran évoquait un «siège» économique imposé par les Etats-Unis, «avec toutes les conséquences dramatiques que cela suppose pour la population iranienne assiégée». Les audiences avaient démarré le 27 août. Le président américain avait retiré en mai son pays de l'Accord sur le nucléaire iranien. Cet accord était censé empêcher l'Iran

de s'équiper d'armes nucléaires et le sortir parallèlement de son isolement économique grâce à une levée des sanctions qui l'étranglaient. La communauté occidentale avait dans sa grande majorité dénoncé la décision américaine, d'autant que Washington avait également établi une série de lourdes sanctions visant les entreprises ou pays étrangers qui continueraient de commercer avec Téhéran. Sous la menace, nombre de grands groupes européens ont depuis cessé toute activité avec l'Iran par crainte de représailles américaines. Le 4 novembre, une nouvelle vague de sanctions américaines frappera directement les exportations de pétrole iraniennes, élément clé de son économie, et les opérations bancaires avec ce pays, qui se retrouvera de facto déconnecté des circuits financiers

internationaux. Les sanctions américaines contre l'Iran sont dénoncées dans le monde. L'Inde, la Chine, et la Russie ont dit qu'ils n'accepteraient pas le diktat de Washington et continueraient la coopération avec l'Iran. Les pays européens tentent de ne pas annuler la coopération avec l'Iran et ont dénoncé les sanctions américaines. Des médias ont écrit que le président iranien a demandé à rencontrer le président américain en marge du 73<sup>e</sup> Sommet de l'ONU. Téhéran a démenti l'information et dit que le président iranien refuse de rencontrer le président américain. Téhéran conditionne des pourparlers au retour de Washington à l'accord nucléaire. Washington cherche à obtenir de l'Iran l'annulation du programme balistique, ce que l'Iran refuse.

Mounir Abi

## Washington dénonce la CIJ

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a estimé hier que la décision de la Cour internationale de justice était une défaite pour l'Iran, bien qu'elle ait ordonné aux Etats-Unis de suspendre les sanctions visant les biens humanitaires. Selon le secrétaire d'Etat, Washington prenait déjà des mesures pour ne

pas porter atteinte aux besoins humanitaires des Iraniens et la décision «a rejeté à juste titre toutes les requêtes sans fondement de l'Iran» pour suspendre plus globalement les sanctions américaines. Washington refuse de reconnaître la défaite judiciaire dans le litige avec l'Iran.